

15 septembre 2010 : Manifestation de solidarité avec le peuple Mapuche devant l'ambassade du Chili à Paris.



Crédit photo : José Henriquez

À 61 jours du début de la grève de la faim des mapuches au Chili et à l'occasion de la présence à Paris de M. José AYLWIN, avocat chilien des droits de l'homme et co-directeur de l'Observatorio Ciudadano(1), le Collectif de soutien(2) au peuple Mapuche en France a organisé une conférence de presse suivie d'une manifestation devant l'Ambassade du Chili à Paris avec la participation de Danielle Mitterrand.

34 Prisonniers Politiques Mapuche sont en grève de la faim depuis plus de 60 jours. Danielle Mitterrand et la Fondation France Libertés visent à briser le silence qui entoure cette action ultime qu'ils mènent pour faire connaître au monde les revendications de leurs communautés et de leur peuple :

- La fin de l'utilisation de la loi 18.134, connue sous le nom d'antiterroriste, appliquée tout spécialement contre le peuple Mapuche ;
- La fin de la double procédure – civile et militaire – imposée aux seuls inculpés Mapuche pour des délits relevant du droit pénal civil ;
- La révision de tous les jugements antérieurs concernant les membres de communautés Mapuche condamnés au titre de la loi antiterroriste;
- La reconnaissance de leurs droits environnementaux, sociaux, culturels et politiques, en accord avec la Convention 169 de l'OIT approuvée par le Congrès chilien et en vigueur depuis septembre 2009.

M. José AYLWIN a participé au début des années 1990 à la Commission Spéciale des Peuples Indigènes pour l'élaboration de l'avant-projet de la Loi Indigène actuelle. Il a été aussi le Directeur de l'Institut d'Études Indigènes de l'Université de La Frontera (sud du Chili) entre 1994 et 1997 et le Coordinateur du programme des Droits Indigènes de ce même Institut entre 2002 et 2004. Actuellement, il enseigne le Droit Indigène à l'Université Australe de Temuco.

Contact presse : Rita Cristofari, Responsable Service de Presse, rita.cristofari@france-libertes.fr - 01 53 25 10 55/40

1. L'Observatorio Ciudadano est une organisation non gouvernementale de défense, promotion et documentation sur les Droits de l'Homme au Chili. Il a

été créé en 2004 à Temuco (sud du Chili), comme « Observatorio de los Derechos de los Pueblos Indigenas » pour se constituer, à partir de 2008, en « Observatorio Ciudadano », toujours guidé par les instruments internationaux des Droits de l'Homme et des Droits des Peuples Indigènes.

2. Fondation France Libertés, l'AFAENAC, le Collectif des Droits de l'Homme au Chili, MRAP, le Comité de Soutien aux Indiens des Chili, Amériques CSIA-Nitassinan, France Amérique Latine, l'association Terre et Liberté pour Arauco, association Bizikleta, entre autres.

Crédit photo : José Henriquez